



# Philosophie & Management asbl

Compte-rendu du Séminaire du 8 mars 2008

« *Monnaie, lien social et démocratie* »

par Michel Aglietta

Compte-rendu  
Séminaire du 08.03.2008

« *Monnaie, lien social et démocratie* »

*par Michel Aglietta*



## TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION .....	3
II. LA MONNAIE EST UN FAIT SOCIAL TOTAL .....	4
III. MONNAIE ET DETTES .....	5
IV. MONNAIE ET ECHANGES .....	5
V. MONNAIE ET RICHESSES : LA SOCIETE COMME LIEN INTERGENERATIONNEL .....	6
VI. MONNAIE ET SOUVERAINETE .....	6
VII. LA MONNAIE, L'ÉTAT ET LE POLITIQUE .....	8
VIII. LA MONNAIE EST UN SYSTEME DE REGLES.....	8
IX. LES FORMES DE LA CONFIANCE .....	9
X. CONCLUSION .....	9
XI. DEBAT .....	10



## I. Introduction

Mes analyses de la monnaie englobent des disciplines diverses puisque mon expérience est pluridisciplinaire (anthropologie, histoire, juridique, économie, etc.). Dans le livre *La monnaie souveraine*<sup>1</sup>, nous présentions une théorie générale tout en expliquant les crises monétaires dans l'histoire hellénistique et mondiale (Amazonie, Chine,...). Dans le livre récent *La monnaie dévoilée par ses crises*<sup>2</sup>, ma contribution (cf. le texte distribué) apporte un examen transversal de la monnaie et du lien social.

Georg Simmel écrivait : « C'est dans la monnaie que l'esprit moderne trouve son expression la plus parfaite. » La conception commune vis-à-vis de l'argent est centrée sur la neutralité. On présuppose un individu rationnel évoluant dans un contexte où l'utilité et la rareté sont liées. S'y greffe une théorie pure de l'échange dans laquelle une autorégulation et un équilibre général sont créés (la monnaie n'existe pas dans ces processus). Selon les partisans de la théorie quantitative de la monnaie – ou de la neutralité monétaire – les variations de l'offre de monnaie affectent les variables telles que les prix, les salaires nominaux,... mais pas les variables dites réelles comme la production, l'emploi, etc. La plupart des économistes considèrent que les variations de l'offre de monnaie ont un impact important sur les variables réelles. La théorie de la neutralité avance que l'offre de monnaie n'est pas produite dans l'échange. Tout bien marchand est défini par son prix, lui-même interdépendant des autres prix, ce qui confère un équilibre et la qualification de la monnaie comme donné neutre. Ceci est la conception défendue par les banques centrales. La neutralité est liée à la norme : n'importe quel prix peut faire l'affaire si tous les prix relatifs sont bien déterminés. La neutralité est donc à réaliser.

La conception essentialiste de la monnaie a pour origine l'École autrichienne avec Hayek pour qui il est question de réaliser la stabilité inscrite dans l'évolution. L'expression « double coïncidence des besoins » signifie, dans le cadre d'une vente d'un produit (théorie pure des échanges), qu'il n'est pas possible de trouver un pair qui a besoin de ce que je vends et dont l'acte correspond au besoin que j'ai de ce qu'il vend. Un des problèmes évoqués quant à ce phénomène de coïncidence est l'information échangée ou recherchée entre les agents. Ce problème est résolu par la liquidité à savoir l'acceptabilité d'un bien qui va servir aux échanges. Mais comment s'engendre le bien qui sera établi comme liquidité ? Il faut impulser le processus dans lequel ce bien sera reconnu comme tel. Comment ? Dans les années 80, une théorie plus formalisée s'écrit : tout le monde fait des calculs rationnels dans lesquels les individus prennent en compte les liquidités. Un résultat apparaît car tous recherchent l'acceptabilité commune des liquidités, lesquelles sont des moyens de paiement (où les prix peuvent être reconnus comparativement aux autres prix). Lorsque le système des prix existe, la monnaie dépasse le problème du troc par le moyen de paiement.

La monnaie a une profondeur de temps énorme (Assyrie, Mésopotamie, Egypte,...) ce qui nous donne la possibilité d'envisager la monnaie au-delà de l'économie de marché. L'expérience des grands empires montre que la monnaie s'est développée au sein de politiques et n'est pas le fruit d'un processus calculatoire des individus.

---

<sup>1</sup> sous la direction de Michel Aglietta et André Orléan, éd. Odile Jacob, Paris, 1998

<sup>2</sup> sous la direction de Bruno Théret, Vol. 1 et 2, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2007



Mon idée directrice est que la monnaie est un fait social total. Pour le démontrer, j'entends me baser sur la logique suivante :

- Hypothèse : la monnaie comme lien social. Si la monnaie est un fait social total cela signifie que son fondement n'est pas individualiste. La monnaie est consubstantielle à l'émergence de l'Etat et pas à celle de l'économie marchande.
- Fondements : dette, richesse, souveraineté.
- Aux origines de l'abstraction : monnaie et État
- La monnaie comme système de règles (puisqu'elle est liée à l'émergence de l'Etat, dès l'origine de la monnaie frappée.)
- Les formes de la confiance
- Historicité de la monnaie : marchés et capitalisme. Comme nous l'avons dit, l'histoire de la monnaie est longue et la monnaie capitaliste est une partie du processus<sup>3</sup>.
- Monnaie et démocratie sont liées
- L'euro : monnaie affranchie de la légitimité démocratique

## **II. La monnaie est un fait social total**

Le concept d'individu, dans l'histoire de la pensée, est un concept tardif. Pour parler de la monnaie, il n'est pas possible de simplement s'appuyer sur l'individu (ou l'autonomie du sujet), l'Etat et le contrat. En effet, la monnaie ne présuppose ni l'État, ni l'autonomie du sujet, ni le contrat. C'est un rapport d'appartenance des membres d'un groupe social à ce groupe entier. C'est pourquoi, il est nécessaire d'adopter une vision holiste.

La notion d'appartenance définit hautement la monnaie. Il est question du rapport entre la société entendue comme un collectif (en relation avec la conception holiste) où se jouent des tensions entre les membres de la société et les différents groupes. La monnaie est ce par quoi la société rend à chacun de ses membres ce qu'elle juge qu'elle lui a donné. En disant « ce qu'elle juge », la société pose la monnaie dans un rapport de don et de contre don. Ce rapport d'appartenance est appelé confiance, ciment universel des sociétés. Mais les formes de la confiance sont différentes selon les sociétés. L'abstraction du nombre suit une logique de transformation qui fait de la monnaie le principe de la valeur.

---

<sup>3</sup> Les points 6-7-8 seront traités dans la partie « Débat »



### **III. Monnaie et dettes**

Selon les thèses anthropologiques, la dette est la relation sociale la plus ancienne. Ainsi, l'opérateur le plus universel de l'appartenance sociale est l'obligation de donner, de recevoir et de rendre (don/contre don). Il ne s'agit pas d'une sorte de troc puisque, comme le confirme Mauss, la dette est constitutive de l'obligation de donner. Dans le don et le contre don, on doit rendre à un tiers qui est membre de la société. La dette n'est donc pas interindividuelle. Les membres, dans la dette, sont en relation entre eux et en relation avec le Tout, avec la société dans son ensemble. Ce qui fait cohésion, le ciment, c'est la circulation, en permanence, des dettes sous le contrôle de la société (elle relie absolument tous les membres de la société) ; la monnaie est le médium de la circulation. Il est important de saisir la cohésion sociale dans le système des dettes. Cette cohésion est structurale, non pas ontologique. Ce système est inextinguible. Dans les sociétés « traditionnelles » les chaînes de dons et contre dons ne s'éteignent jamais.

Dans les sociétés « modernes », il en va autrement : le paiement coupe le lien et doit être relancé en nouant de nouvelles dettes. Les sociétés « traditionnelles » et « modernes » ont en commun la permanence des dettes. Au niveau global, toutes les dettes ne peuvent être réglées simultanément, sinon la société disparaîtrait et le lien social serait rompu. Le paiement individuel d'une dette, bien que cassant le lien social, participe à l'autonomie de l'individu. Il n'en reste pas moins que le rapport financier est le mode de rapport le plus fondamental de toutes les sociétés. En résumé, la dette structurale, le côté crucial du rapport d'appartenance, la société considérée comme un tout et la permanence de la circulation constituent le lien social et le mode de cohésion.

### **IV. Monnaie et échanges**

Aujourd'hui, les caractéristiques des objets disparaissent derrière le prix. La polysémie des objets est donc moindre. Dans les sociétés « traditionnelles », selon Stéphane Breton, la monnaie peut instituer une valeur sociale par équivalence ou par statut (prestations corporatives) ; dans les sociétés « modernes », ces prestations constituent la dette sociale (engagements de la société à l'égard de ses membres). Deux logiques existent :

- L'échange d'équivalents présuppose l'existence d'un espace homogène de commensurabilité où les actes sociaux sont des objets d'évaluation sous un standard commun de mesure. C'est un mode d'homogénéisation où la monnaie institue la valeur (ce qui va à l'encontre de la théorie économique naturaliste).
- Dans les prestations corporatives la monnaie est signe de relation sociale, mais les actes signifiés ne sont pas dépouillés de la multiplicité de leurs caractéristiques. La dette est donc de type social et les caractéristiques des ayants droits n'y sont pas écrasés.

Ces logiques créent deux fétichismes opposés :

- Les rapports sociaux ont la forme de rapports entre les choses (Marx), c'est-à-dire que l'on a l'illusion d'échanger des choses alors que l'on échange des rapports sociaux.
- La monnaie prend la forme mystificatrice des personnes.



## **V. Monnaie et richesses : la société comme lien intergénérationnel**

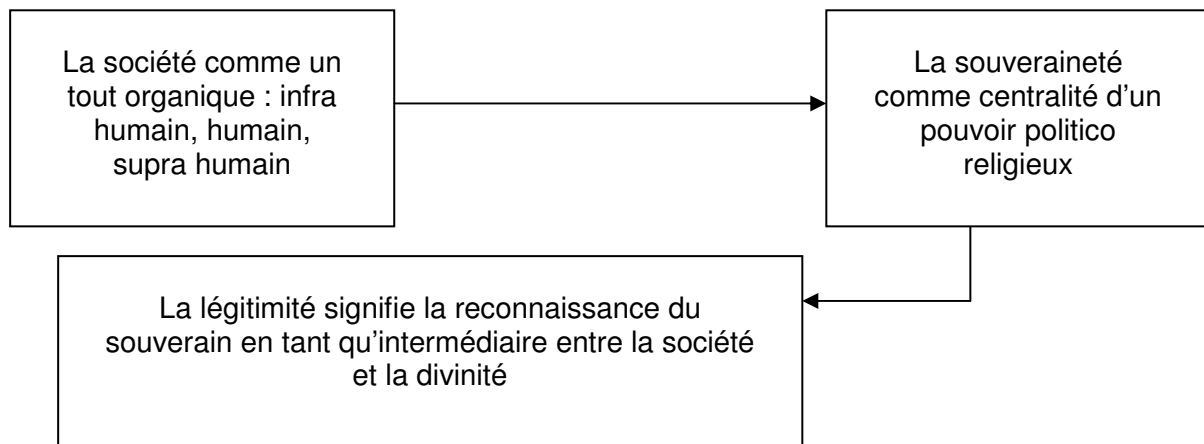
Le lien intergénérationnel est vrai aussi bien pour les sociétés plus anciennes que pour les sociétés récentes. Personne ne se reconnaît comme indépendant des autres dans la théorie classique économique. Si l'on est dans un monde (une sorte d'état de nature) dans lequel on ne peut compter sur personne et où la menace est permanente, comment prémunir sa vie d'une attaque extérieure ? C'est là qu'intervient la notion de liquidité ou de richesse absolue. Comment s'engendre cette entité ? Personne ne le sait. Le modèle girardien nous éclaire toutefois. La liquidité est le produit de la « polarisation mimétique » où chacun observe ce que les autres font. Si tout le monde peut observer l'autre sans segmentation, alors un phénomène de miroir se crée, aboutissant à une « polarisation mimétique ». Celle-ci est le résultat du mode de relation sociale acceptée par tous. Dans ce type de « meurtre », la « victime émissaire », va apaiser les relations au sein de la société. La violence est expulsée sur un objet polarisé, en l'occurrence, la liquidité. Dans les sociétés marchandes où les individus sont séparés sans reconnaissance de liens de solidarité, la « polarisation mimétique » engendre une objectivation de ce qui est accepté par tous comme faisant protection contre les menaces de l'existence. Le sacrifice humaine fait place au sacrifice animal, lui-même faisant place au sacrifice symbolique pour une divinité. La souveraineté en tant que sacré (puissances supra humaines de protection, mais aussi violence sacrée) fait apparaître la monnaie comme médium entre le sacré et le profane en conjurant la violence parce qu'elle se substitue à la « victime émissaire ».

La première forme d'abstraction se révèle avec la substitution de la « victime émissaire » par des formes de pacification autres, telle que la monnaie. La monnaie aurait la même forme que la « victime émissaire » car elle suit aussi le processus girardien. Le sacré a évolué vers d'autres formes d'offrandes.

## **VI. Monnaie et souveraineté**

La collectivité devient puissance et la souveraineté naît. Avec la conscience de la mort et celle qui nous porte à croire que la société nous dépasse, le rapport à la société mute. Désormais, la souveraineté est perçue en lien avec le sacré. On passe du lien comme horizon de dettes qui circulent à un lien où la monnaie est un médium entre le sacré et le profane.

Mais reste le problème de la mise à distance du sacré soit le passage d'une souveraineté contiguë à la société (totalité socio-cosmique selon Coppet) à une souveraineté séparée dominant la société de son autorité. La mise à distance du sacré s'est construite de différentes manières : écriture, calculs et richesses. L'accumulation légitime de la richesse (Piron) se scinde en accumulation pure et redistribution. La mise à distance du sacré voit son apogée dans la constitution de l'Etat en ce sens que l'avancée de l'abstraction s'opère sur base matérielle via l'édification des villes et la symbolique dans l'invention de l'écriture et du nombre. L'Etat, séparation entre le sacré et le profane, s'alimente d'une politique. La société se hiérarchise et se divise (ex : division du travail). Voyons le schéma suivant :



La monnaie est duale. Parce qu'elle est acceptée par tous, la liquidité apparaît comme une puissance collective de la société, un engagement de protection à l'égard de ses membres. Tout le monde l'accepte sans restriction (ce qui est une nécessité pour protéger sa vie). Mais, parce qu'elle est objectivée, c'est aussi un désir illimité d'appropriation, de thésaurisation d'où son ambivalence. Aristote, déjà, nous mettait en garde contre la « crématisation », c'est-à-dire le fait de capter de l'argent pour en faire un trésor. Pierre Clastres<sup>4</sup> écrit que les sociétés traditionnelles n'ont pas intérêt à capter et à accumuler des richesses puisque l'important est de devenir un ancêtre. Et c'est en donnant le plus possible, en faisant circuler les richesses que l'on devient un ancêtre.

Outre sa qualité de protecteur de la vie, la monnaie peut se transformer en pouvoir sur les autres. Dans notre crise actuelle, les banques ne voulaient plus se prêter et les liquidités étaient comme capturées au nez et à la barbe de la société. Il faut donc savoir que l'essentiel des problèmes rencontrés se cristallise dans cette tension (entre protection sociale et pouvoir). Puisque la liquidité, en plus d'être une abstraction, permet l'accumulation de pouvoir, elle doit être gérée par le politique (nous reverrons ce point).

Il s'ensuit que la richesse absolue est le vecteur par excellence du transfert patrimonial, celle dans laquelle toutes les autres formes de patrimoine se définissent et se convertissent. La monnaie, en tant que richesse absolue, met la finitude de la vie humaine en rapport avec la pérennité de la société et l'enchaînement illimité des générations. En conséquence, la liquidité comme protection sociale et pouvoir d'accumulation est dépassée par la société trans-générationnelle. De nos jours, il y a une réduction des droits d'héritage ce qui conduit à des inégalités patrimoniales.

<sup>4</sup> *La société contre l'Etat*, éd. de Minuit, Paris, 1974



## **VII. La monnaie, l'Etat et le politique**

La monnaie devient consubstantielle à l'Etat tandis que faire de la politique exige une logique sociale. Le Un du centre s'oppose aux multiples activités de la vie sociale. Mais il le ressaisit dans la logique politique qui est abstraction :

- Délimiter l'espace : nous et les autres.
- Instituer les standards de mesure. Il s'agit du principe d'homogénéité déterminant qui va payer, ce qui dépend de la strate où l'on se situe.
- Identifier les sujets, par exemple, ceux qui sont susceptibles de protection sociale mais aussi pour garantir le paiement de l'impôt.
- Compter les objets sur la base d'une unité de compte instituée. Rappelons que la comptabilité est le produit de l'Etat dès son origine.

Les différenciations sociales prennent la forme de classifications sur des échelles de grandeur, notamment par la richesse, le prestige et l'honneur. Le cens romain était un recensement dans lequel ces richesses, prestiges et honneurs étaient comptés et, tous les cinq ans, redéfinis.

La circulation des richesses effectue un double mouvement : vers le centre du pouvoir souverain (tribut) et à partir du centre (redistribution pour services rendus). Il y est associé des fonctions monétaires.

## **VIII. La monnaie est un système de règles**

Si la monnaie est un système de règles, cela implique qu'elle est peu comparable à un objet.

- Première règle : institution de l'espace de mesure de la valeur sur l'unité de compte commune.
- Deuxième règle : émission des dettes liquides, c'est-à-dire capables d'être acceptées par des tiers. Ces dettes sont des moyens de paiements.
- Troisième règle : le règlement des dettes vérifie leur équivalence (convertibilité) avec la liquidité ultime unanimement et irrévocablement acceptée.

L'ensemble de ces trois règles constitue le système monétaire qui est la grammaire de la valeur. Le système des règles réalise ce collectif, cette grammaire. La politique de la monnaie consiste à réguler ce système : conserver l'unité de compte (stabilité monétaire) et préserver la bonne fin des paiements (stabilité financière).





## **IX. Les formes de la confiance**

Dans la théorie du contrat, il n'existe pas de relation de confiance holistique. Qu'est que la confiance éthique ? C'est ce qui rend légitime l'ordre politique instituant les règles monétaires. Elle garantit que les principes de la politique monétaire préservent l'intégrité de la monnaie comme opérateur de cohésion sociale. La confiance éthique garantit la protection de toute la société. Si la légitimité n'est pas établie, sachez que toute crise monétaire est une crise sociale dans laquelle la remise en cause du politique est à l'œuvre.

La confiance hiérarchique est l'acceptation unanime de l'étalon des valeurs et des règles d'usage de la monnaie instaurées par la puissance souveraine.

La confiance méthodique, quant à elle, est la reconnaissance mutuelle des intérêts parmi des communautés d'usage de formes privées de la monnaie (parole donnée) permettant des chaînes d'engagements privés opératoires et reproductibles. Autrement dit, la répétition entre mêmes individus du domaine de la finance insuffle de la confiance dans la parole donnée (on ne passe pas par les notaires, la justice, etc.). Une cohésion forte, échappant à la connaissance du sens commun, se crée. Un exemple de la confiance méthodique mise à mal est le refus des banques de se prêter de l'argent.

Ce qu'il est substantiel de retenir, c'est que la remise en cause des différentes formes de confiance témoigne de la température des crises. La plus grave crise apparaît lors de la remise en cause de la confiance éthique.

## **X. Conclusion**

En 1920, l'hyperinflation allemande début par une crise dans le remboursement de la dette de guerre. Une tension s'aligne entre les titres émis par l'Etat et ceux qui veulent la création de nouvelles dettes. Un processus mimétique s'est remis en marche et de nouvelles formes de monnaie sont relancées (ex : l'échange de cigarettes).

La société a besoin de liquidités et si la légitimité ne les lui fournit pas, la société produit des relations sociales autres, y compris sous formes archaïques<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Monsieur Aglietta s'est arrêté à cette étape du développement pendant le séminaire. Pour une suite de la logique argumentaire, veuillez vous reporter au document PowerPoint (de la diapositive 12 à 25).

## XI. Débat

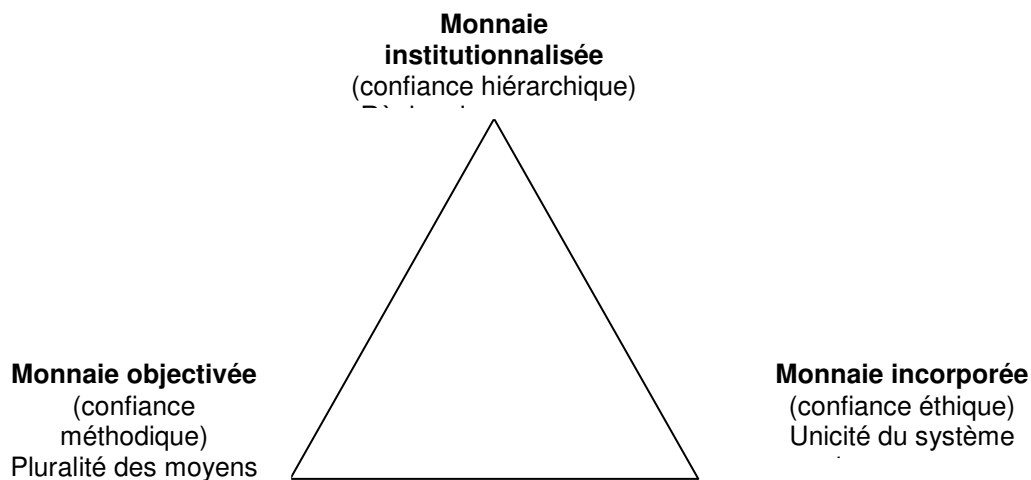
Intervention 1 : *Quels sont les incitants à la création de valeur selon vous ? En outre, comment définissez-vous la notion de progrès ?*

Intervention 2 : *Avez-vous entendu parler de la création d'une nouvelle monnaie ? Quel serait l'avenir de celle-ci ?*

Intervention 3 : *Quelle position avez-vous sur le phénomène de la décroissance de la monnaie en lien avec le rebond du développement durable ?*

Michel Aglietta : Concernant la première question, il faut parler du lien au capitalisme et de la raison de son émergence en Occident. Je vais donc reprendre ici la logique de mon développement en utilisant la suite de ma présentation.

### La structure triadique de la monnaie



Une entité d'encéphales s'est constituée dans l'histoire. Il y a une transformation de la souveraineté dans la Chrétienté où la hiérarchie est enchevêtrée entre l'Église et les monarques scellant un Pacte d'Alliance. C'est une souveraineté à la fois territorialisée et supra territoriale qui fonde l'Europe. Par ailleurs, l'individu est promu par le Christianisme : l'être humain est à l'image de Dieu et sa finalité est le salut. L'individu est également promu par le capitalisme : il est une entité responsable.

Dans le rapport de l'autorité spirituelle et du pouvoir temporel envers la monnaie, on voit se profiler une extension de la dette sociale et la formation d'un réseau des finances pontificales. L'Église utilise les monnaies frappées par les monarques et donc encourage les marchés de change : les changeurs pontificaux deviennent marchands banquiers. Il en résulte l'invention d'une monnaie privée par signature. Les souverainetés multiples ont également permis l'apparition de villes marchandes.



## **Crise structurelle du système dualiste et transformation du capitalisme**

Le progrès apparaît comme un projet d'Etat (Weber) : une compatibilité entre le projet de pouvoir et le projet d'Etat se met en place. Le capitalisme s'implante matériellement dans le capital ce qui fait que l'entreprise développe son capital par l'intermédiaire de la production et plus de la circulation. L'enrichissement devient légitime par la production. Voici les étapes de cette transformation :

- Les mutations de l'unité de compte défavorisent les prêteurs /thésauriseurs.
- Innovations techniques de la Renaissance. Essor du capitalisme manufacturier et doctrine mercantiliste.
- Il faut accumuler l'épargne dans des affaires industrielles. L'accumulation productive devient la source de la richesse et la base du pouvoir d'État. Consolidation des espaces de souveraineté nationale et prépondérance de l'État.
- Le système monétaire se restructure :
  - Ordre monétaire « naturel » : la valeur de la monnaie est fondée sur l'accord tacite pour lui en reconnaître une (Locke).
  - Stabilité des changes : abolition des mutations monétaires
  - Développement de la monnaie bancaire (Banque d'Angleterre).

Concernant la question de la production de la valeur, il faut commencer par rappeler la distinction entre l'économie réelle et l'économie financière. Par exemple, est-ce que les « hedge funds » créent réellement de la valeur ? Pour qu'il y ait une création de valeur, il faut, d'une part, une matérialité de la finance, de l'économie et, d'autre part, la circulation via les services (domaine de l'immatériel, des logiciels, de l'humain, etc.).

Pour ce qui est du progrès, ce thème est peut-être lié à celui de la valeur. Outre que le capitalisme pousse à l'innovation, la comptabilité est capable de capturer de la valeur (« fair value accounting » ou « juste valeur comptable »). La comptabilité est la légitimité sociale et collective des activités reconnues, identifiées comme telles et devenant la définition même du progrès. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, le capital immatériel est aussi gros que le capital matériel. On critique le PIB en tant qu'expression de la valeur (valeur nette créée par une société). Or, dans le PIB, il y a une destruction de la valeur (pollution) qui n'est pas comptabilisée<sup>6</sup>. Il faudrait définir des notions de bien-être qui vont au-delà du PIB sans pour autant faire l'impasse sur la possibilité de monétiser les indicateurs. Imaginer un pays qui a un système de santé coûteux pour l'ensemble de la société. Le salaire des personnes qui y contribuent baisse à cause du poids de ce système. Comment, dans ce contexte, comptabiliser le bien-être qui en ressort ? L'OCDE et les ONG se lancent dans un travail de recherche d'indicateurs. Les Etats-Unis perdent des places lorsqu'ils sont pris sous la loupe de ces indicateurs notamment à cause de leur consommation de ressources naturelles, de leurs systèmes d'éducation et de santé tandis que le Japon et les pays scandinaves, considérés sous ces mêmes critères, montent en flèche. Il faut encourager les mesures qui infléchissent les changements, en fassent des incitants. Puisque la définition de la monnaie comme simple agrégat a changé, la définition de la valeur a également changé.

---

<sup>6</sup> Luc de Brabandere propose que la comptabilité des entreprises comptabilise comme « dette » la pollution qu'elle cause.



Intervention 4 : *Quel est votre avis sur la monnaie électronique les différents moyens de paiements rencontrés aujourd'hui ?*

Michel Aglietta : Les règles de la monnaie ont un caractère permanent même si les formes (les moyens d'émission) peuvent évoluer. La 3<sup>ème</sup> règle énonce que la notion de liquidité absolue est irréductible et que c'est le souverain qui l'exprime. Est-il possible que cette souveraineté ne soit pas étatique ? Oui, l'euro, en tant que monnaie européenne en est un exemple. Les paiements électroniques de monnaie bancaire se développent mais ils représentent toujours de la monnaie bancaire. Se sont de nouvelles modalités mais pas une nouvelle monnaie. Le PayPal, en revanche, peut constituer une vraie monnaie électronique. Le centre émetteur stocké sur l'ordinateur est l'équivalent d'une banque mais dépourvu de la même légitimité car ces sont des réseaux de sociétés. Or, alors même que ces sociétés sont responsables, elles ne sont pas soumises aux mêmes règles de prudence que les banques. L'émission est anarchique dans le circuit de ces entreprises. Un phénomène de réclamation de personnes exigeant de la monnaie bancaire pourrait conduire à une crise. Comment inscrire le Paypal au sein des règles de la monnaie bancaire ? Etendre la régulation est une nécessité. Si le PayPal prend de l'ampleur, il devra être englobé dans le système des règles. S'ajoute à cela le besoin des personnes de convertir leurs créances de monnaie alternative en monnaie bancaire à un moment donné ou à un autre, suivant ainsi la règle de la convertibilité.

Intervention 5 : *Un réseau de troc à grande échelle se développe. Comment l'analysez-vous ?*

Michel Aglietta : Le troc implique une double coïncidence des besoins : il faut un médium d'échange. Pour avoir un bien échangé dans la confiance, la qualité et le prix doivent être prédéfinis. La conjonction d'un prix qui exprime rareté et qualité crée le problème. En effet, on suppose que les biens sont connus de tous, ce qui est faux. Ceci nécessite labellisations et, en général, l'intervention de la société sous forme de certifications.

Intervention 6 : *Sur Ebay, les internautes donnent des notations. Le label est apposé sur le producteur et non pas sur la marchandise.*

Intervention 7 : *Quelle souveraineté pour quelle légitimité avec Internet selon vous ?*

Michel Aglietta : Internet dépasse l'espace légitime et fonctionne dans un champ de pluri devises. Il autorise un gonflement des devises dans l'espace interbancaire ce qui entraîne un système de règlement de leurs dettes réciproques plus sécurisé. Internet permet un système interbancaire mondial restant branché sur la Banque Centrale tout en réduisant les soldes nets réglés à cette dernière. La réponse au dépassement des frontières est une organisation interbancaire nourri par un besoin de relation avec la Banque Centrale, banque qui demeure, quand même, un bien commun. Cependant, des étages bancaires et des imbrications de niveaux se créent. Cette structure (d'étages de réseaux intermédiaires) occasionne une perception immédiate des tensions à propos des liquidités. La Banque Centrale n'injecte plus des liquidités banque par banque mais, étant donné la structure, en quelques minutes, elle réalise des actions croisées à destination de toutes les banques.

Intervention 8 : *Est-ce un système qui vous semble solide ?*

Michel Aglietta : Oui, si les banques tiennent leur rôle de souveraineté dans le cadre d'une liquidité acceptée par tout le monde (ce qui n'était pas le cas dans les années 20). La



Banque Centrale ne peut rien contre les dettes insolvables des banques : c'est le rôle de l'Etat d'y remédier. La Banque Centrale est souveraine dans son domaine : elle n'est plus dépendante de l'Etat de façon opératoire mais est souveraine dans le domaine des moyens (taux d'intérêts) et décide des opérations qu'elle va mener. Il en va autrement avec la FED (Réserve Fédérale des Etats-Unis). Ses statuts sont déterminés dans la Constitution américaine. Son objectif est la stabilité monétaire (un taux d'emploi maximum et des taux d'intérêts à long terme peu élevés font aussi partie de ses objectifs). Les actions de la FED sont donc tributaires des décisions émanant d'une politique monétaire. Voyons la diapositive suivante pour illustrer notre sujet.

## **Monnaie et démocratie - Reproduction politique de la confiance dans la monnaie**

- Principe de stabilité : définir et garantir l'intégrité dans le temps de l'unité de compte (étalon des valeurs).
- Principe de croissance : ouvrir les promesses de richesse future par la régulation du crédit.
- Principe de justice : contrôler par la monnaie la répartition des richesses et garantir l'accès au crédit de tous les membres de la société.

*Intervention 9 : Y a-t-il un processus démocratique dans la nomination à la FED ou à la Banque Centrale ?*

Michel Aglietta : Les nominations sont longues (8 ans) et n'épousent pas le processus politique car le Gouverneur ne peut être révoqué au cours de son mandat. Aux Etats-Unis, le « Comité fédéral pour les interventions publiques sur les marchés de taux d'intérêt » ou « Comité de politique monétaire » est un lieu où l'importance du débat contradictoire est primordiale. Un contrôle par l'opinion publique est aussi à l'œuvre via les médias. Après chaque décision de politique monétaire, le Gouverneur de la FED doit en rendre compte auprès du Congrès (rassemblant le Sénat et la Chambre des représentants) lequel est habilité à changer les statuts de cet organe. Cette situation n'est pas possible en Europe ce qui me fait dire que l'euro n'est pas une monnaie complète. Les formes de la confiance dans l'euro sont faibles :

- Confiance méthodique dans le système de paiements
- Bouclier vis-à-vis de l'extérieur → perturbations des changes
- Stabilité de l'unité de compte élevée en dogme ce qui entraîne une tension avec les besoins de la politique.

La politique monétaire n'a ni concertation avec les gouvernements, ni orientation extérieure, ni de compte à rendre. La confiance n'est pas fabriquée par le politique. De moins en moins de personnes pensent que l'euro est un progrès. La souveraineté est divisée et il n'est pas de réceptacle politique qui soit au-dessus des Etats (pas de hiérarchie enchevêtrée pour établir l'indivisibilité de la souveraineté dans la multiplicité des institutions qui en assument les attributs).

La Banque Centrale est une instance non démocratique qui absorbe la totalité des attributs de la souveraineté monétaire. Sa légitimité ne peut être que d'ordre éthique. Elle existait en Allemagne fédérale avant 1990, pas en Europe. C'est le juridique et non le politique qui



domine en Europe. De ce point de vue également, la monnaie euro est incomplète. Sa légitimité ne peut être que dans la performance économique : l'espoir d'un bien-être futur pour les populations de l'Europe.

Intervention 10 : *Mais grâce à la monnaie, une politique peut-elle émerger ?*

Michel Aglietta : J'y ai cru.

Intervention 11 : *Une réforme du statut de la Banque Centrale est nécessaire ?*

Michel Aglietta : La statut peut être polysémique à travers des politiques coordonnées. Aujourd'hui, la Banque Centrale n'a pas de partenaires. Si on adopte l'hypothèse de la monnaie comme élément neutre, la Banque Centrale ne peut avoir d'effets réels mais ne détermine qu'un étalon nominal et son indépendance est absolue. La conception monétariste a pris de l'ampleur lors de l'inflation des années 70. En Europe, nous sommes en porte-à-faux avec ce monétarisme (alors qu'en Allemagne, la Banque Centrale donnait des indicateurs pour guider le système de prix et les débats sociaux). Il faut une souveraineté politique sinon les règles se font arbitraires et indépendantes des conditions réelles, amputées, dans ce cas, de leur influence sur l'équilibre macroéconomique.

Intervention 12 : *Je voudrais parler du courant de la décroissance, phénomène qui, je le pense, prendra de l'ampleur étant donné la prégnance des problèmes de pollution et de croissance de la population. Selon les prévisions pour 2025, la croissance sera, au mieux, de 1%. Il est important de dépasser la notion monétaire et d'aller franchement sur le terrain des notions de bien-être (en matière de redistribution, d'éducation, de santé, etc.).*

Intervention 13 : *Il faut dépasser le clivage entre être et avoir.*

Michel Aglietta : Les aspects affectifs ont pris de l'amplitude. Il s'agirait d'enrichir l'espace de la valeur tout en restant dans la logique dont j'ai parlé. Sinon, il faudrait totalement repenser la finalité collective, celle qui n'apparaît, depuis l'origine, qu'en terme de valeur. Je pense que l'enrichissement de la valeur doit se faire aujourd'hui dans le système social. Parce que ce siècle sera encore celui de la croissance (Inde, Chine, etc.), il est difficile de plaider en faveur d'une finalité collective mondiale. C'est pourquoi, il faut parfaire la notion de valeur et de bien-être afin de faire évoluer les mentalités.

Intervention 14 : *Le ciment du lien social, ce sont les institutions et les institutions implicites sont les croyances.*

Intervention 15 : *Vous dites que la politique est aujourd'hui sollicitée. Mais elle a démissionné ! Sur quelles nouvelles forces pourraient tabler le pouvoir ? On assiste à de multiples régulations et bricolages institutionnels.*

Michel Aglietta : Pour faire face, il faut une concentration du politique. Vous avez raison, ces bricolages ne suffisent pas. Les ONG interviennent lors des Sommets car ils connaissent leur pouvoir d'influence. Le politique a-t-il la même conscience ? Fondamentalement, je crois que ce qui peut faire modifier les choses ce sont les crises. Nos approvisionnements en énergies suivent des antagonismes du siècle dernier et il faudra ajuster l'intervention politique au risque de subir les conséquences économiques et environnementales des pays émergents, pays qui ont, pour la plupart, des politiques économiques d'Etat.





Intervention 16 : *Le problème n'est-il pas aussi plus ardu vu l'organisation structurelle en réseaux des banques ?*

Michel Aglietta : La force du politique réside dans sa souveraineté et donc dans sa possibilité de remettre en cause les règles du jeu. Il en est le seul capable. Bien sûr, la règle doit être collective sinon elle n'est pas. Dire que l'économie a ses règles et qu'elle les institue est une croyance.

Intervention 17 : *La politique doit changer de structure et se redéfinir dans un contexte supranational.*

Michel Aglietta : La supranationalité n'est pas mûre. Il faut en dérouler trois niveaux :

1. Veille et diagnostique des tensions. Il s'agit de regarder le potentiel des crises. Le FMI doit gérer les déséquilibres mais il n'a pas le rôle d'une banque mondiale. Il peut devenir un forum de négociations et d'observation, ce qui est déjà appréciable.
2. Réseaux des banques centrales : étant donné la globalisation, c'est un réseau qui aura besoin de cohésion au niveau d'une politique monétaire.
3. Une politique unifiée qui remplacera le G8. Il faut modifier l'intergouvernemental en considérant les interdépendances et non l'hégémonie. Cette position encore tenue par les Etats-Unis n'est pas viable. Il leur faut revenir à une multi latéralité et à la reconnaissance qu'ils sont dépendants des autres (entre autres, de la Chine).